Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2016)
Heft: 4

Artikel: Coup de projecteur sur la Pologne : nouveau gouvernement, nouvelles politiques
Autor: Vautravers, Alexandre
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-781438

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Une section de chars *Léopard* 2A5 polonais, ex-Bundeswehr, de la 11e brigade mécanisée.
Toutes les photos © Rafal Mindelo.

International

Coup de projecteur sur la Pologne - Nouveau gouvernement, nouvelles politiques

Lt col EMG Alexandre Vautravers
Rédacteur en chef, RMS+

La Pologne renforce actuellement ses moyens militaires et le fait savoir au plan national et international. Pour quelles raisons et avec quels objectifs ? Notre coup de projecteur sur les changements institutionnels en Pologne et les orientations gouvernementales se focalise sur la situation engendrée par la victoire aux élections 2015 du parti Droit et Justice (PIS) de M. Jaroslaw Kaczynski, frère jumeau de l'ancien Président de la République M. Lech Kaczynski, disparu lors du crash de l'avion présidentiel à Smolensk en 2010.

Cet éclairage se justifie d'autant plus que c'est à Varsovie qu'eut lieu les 8 et 9 juillet 2016 le récent Sommet de l'OTAN. Une OTAN qui a tout récemment fait part de son intention de déployer en permanence, par rotation, une brigade blindée à l'Est de l'Europe dès février 2017 afin de faire face à toute menace potentielle en provenance de Russie. A noter à ce propos que les USA ont triplé leur présence militaire depuis 2014. Ce sensible renforcement s'inscrit dans une stratégie d'ensemble, visant à rassurer les Etats orientaux de l'OTAN et d'être en mesure de résister à une agression avec des moyens de la première heure.

Cette décision a, on s'en doute, été favorablement accueillie par la Pologne qui demande toutefois davantage. Interviewé par le journaliste Frédéric Kohler dans le quotidien *Le Temps* du 10 mars 2016, M. Witold Waszczykowski, ministre polonais des affaires étrangères, soulignait à propos des nouvelles orientations de la Pologne en matière de défense, que « *confrontés au conflit entre la Russie et l'Ukraine, nous voulons renforcer notre sécurité. Nous ne demandons pas de privilèges, mais juste un traitement égalitaire. L'Europe centrale devrait avoir le même niveau de sécurité que l'Europe de l'Ouest.* » Ces propos illustrent le fait que la Pologne, membre de l'Alliance depuis mars 1999 -elle a rejoint le « club » en même temps que la Hongrie et la République tchèque- entend faire entendre sa voix au sein de l'alliance. La Pologne a en effet des arguments à faire valoir. Elle s'est pleinement engagée sur les théâtres d'opérations extérieures, notamment en Irak et en Afghanistan pour ne citer que ces deux cas. Elle avait d'ailleurs assumé pour un temps le commandement de la Division multinationale (MND) dans la région Centre Sud de l'Iraq, au profit de la force internationale de stabilisation soutenue par l'OTAN. Déjà du temps des gouvernements précédents de M. Donald Tusk puis de Mme Ewa Kopacz (centre-droit) de la Plateforme civique, M. Bronislaw Komorowski étant Président de la République, la Pologne avait plaidé avec insistance pour un renforcement militaire de l'OTAN sur sol polonais. Au niveau des objectifs stratégiques poursuivis et nonobstant le changement de majorité politique, il y a continuité.

Toutefois, depuis la détérioration de la situation géopolitique et militaire en Ukraine, la Pologne réclame la présence de bases militaires permanentes de l'OTAN sur son sol, ce qu'elle n'a toutefois pas obtenu à ce jour. Depuis quelques années, des unités canadiennes, anglaises, américaines ou françaises notamment, se sont succédées sur l'ensemble du territoire polonais à l'occasion de manoeuvres et d'exercices organisés par l'alliance. En 2014 par exemple, l'armée de l'Air française a déployé ses chasseurs à Malbork, dans le nord de la Pologne dans le cadre de missions de police de l'air marquant le renforcement de la présence de l'OTAN sur son front Est. Si le nouveau gouvernement conservateur polonais se caractérise par une attitude « pro OTAN » très marquée, une telle posture s'est accompagnée d'une certaine fébrilité au tout début de la nouvelle législature, à témoin cet incident provoqué par un raid nocturne conduit sur ordre de l'autorité politique par la gendarmerie d'armée dans les locaux d'un centre de contre-espionnage parrainé par l'OTAN, à Varsovie, l'objectif étant d'en évincer l'ancienne direction. Les réactions internationales ne se sont pas faites attendre et cet incident « entre alliés » fut vite oublié. En matière de défense, le Président de la République de Pologne est le chef des forces armées. Ce fait n'est pas anodin lorsqu'on

sait que la population polonaise se caractérise par un sentiment d'attachement profond à son armée, forte de 100'000 hommes, entièrement professionnelle depuis 2010, l'une des institutions les plus respectées du pays, sinon la plus respectée.

Des forces armées qui ont accompli avec succès une grande mue au moment de l'intégration de la Pologne dans les structures de l'OTAN. Au plan de la symbolique et des traditions militaires, dont le culte est très vivace dans le pays en raison de son histoire tragique au cours des siècles, on assiste a une recrudescence d'événements et de commémorations rappelant les sacrifices de l'armée et de la résistance armée, notamment pendant les deux guerres mondiales. La commémoration du 6e anniversaire de la catastrophe aérienne de Smolensk le 10 avril 2016 a par exemple donné lieu à d'imposantes cérémonies incluant la participation des forces armées ; des cérémonies organisées sous l'égide du parti PIS qui a tenu par là, à marquer de son empreinte cet événement tragique majeur inscrit dans la mémoire collective des Polonais. Cette valorisation des forces armées est plus que jamais à l'ordre du jour du calendrier politique du gouvernement, ce qui ne s'explique pas uniquement par une stratégie de défense en lien avec le conflit ukrainien.

Cette attitude s'inscrit aussi dans le cadre de la politique intérieure du pays. Cette mise en avant des questions liées à la défense vise d'une part à rassurer la population face à une Russie que l'on considère comme agressive, d'autre part à renforcer le sentiment de fierté nationale et à souder le pays autour de son armée et donc de son gouvernement. Pour mieux comprendre cette évolution, un retour en arrière s'impose. Le 10 avril 2010, le Président de la République de Pologne, Lech Kaczynski, son épouse et tous les occupants de l'avion présidentiel perdirent la vie lors du crash de l'avion présidentiel à Smolensk alors que le président devait assister à la cérémonie organisée dans le cadre du 70e anniversaire des massacres de Katyn, en hommage aux milliers d'officiers polonais victimes de la terreur soviétique en 1940. Quelques mois plus tard, à l'issue d'une nouvelle élection présidentielle, M. Bronislaw Komorowski, membre de la Plateforme Civique, président *ad interim* et président du Parlement était élu, battant M. Jaroslaw Kaczynski, ancien président du Conseil des ministres et frère jumeau du président défunt. Depuis cette tragédie, à la tête du parti PIS, M. Jaroslaw Kaczynski et les ténors de son parti ne cessèrent d'accuser la Plateforme Civique et l'ancien premier-ministre, Monsieur Donald Tusk, aujourd'hui président du Conseil européen, d'avoir mal géré les suites de cette tragédie nationale et de ne pas avoir tout mis en œuvre pour faire toute la lumière sur les causes de ce crash, privilégiant la thèse du complot plutôt que celle d'un accident. A ce jour, nombreux sont les Polonais notamment les sympathisants du PIS qui croient à la théorie du complot. Cette polémique et ce climat de suspicion empoisonnent l'atmosphère politique du pays depuis cinq ans. C'est dans un tel climat fait de confrontations permanentes que se sont déroulées les élections nationales de 2015. Contre toute attente, en mai, le président sortant M. Bronislaw Komorowski a été battu

La Pologne dispose de longues traditions dans le domaine des forces spéciales, créées sous l'influence britannique pendant la Seconde Guerre mondiale. Le « Grom » a été engagé sur de nombreux théâtres d'opération, aux côtés des forces américaines – en Afghanistan notamment.

Le gros de l'infanterie polonaise manque encore de ressources et est formée de manière traditionnelle. En raison de manque d'infrastructure d'instruction, on entraine ainsi les soldats au combat de localité... au *paint ball*.

au second tour par le candidat du parti Droit et Justice (PIS) de M. Jaroslaw Kasczynski, parti conservateur proche de l'église catholique. Ce candidat, un homme peu connu au plan international, M. Andrzej Duda a été élu à la présidence de la République avec 51,5 % des voix.

Pour la Plateforme Civique, ce fut une défaite cuisante suivie d'une seconde défaite lors des élections parlementaires d'octobre 2015. PO, l'un des principaux artisans de ce que l'on a appelé le « miracle économique polonais, » s'est vu rejeté dans l'opposition ce qui a fait écrire à divers éditorialistes que les Polonais étaient « fatigués de l'Europe. » En effet, le discours profondément eurosceptique du PIS a fait oublier à une majorité de Polonais que c'est en bonne partie grâce aux fonds structurels européens que la Pologne a pu se targuer d'être le meilleur élève au sein des anciens pays du bloc de l'Est, affichant une belle croissance de + 3,5 à 4 % et un chômage approximativement à 10 %, ce taux étant encore de 13,5 deux ans auparavant, au moment où l'Europe occidentale s'enfonçait dans la crise. L'objectivité commande de dire toutefois que la répartition des richesses s'est faite de manière très inégale entre les grands centres urbains et les voïvodies proches et les régions excentrées proches des frontières de l'Ukraine et du Belarus par exemple. Tout au long des deux campagnes électorales de l'année 2015, les conservateurs ont martelé sur tous les tons que leur objectif était de « relever une Pologne en ruines » et force est de constater que bien des électrices et électeurs des couches les moins favorisée de la population ont été sensibles à ce slogan.

Si la défaite de la Plateforme Civique peut en partie s'expliquer par l'usure du pouvoir et de l'émergence de quelques scandales fortement médiatisés force est de constater que d'autres causes ont joué un rôle déterminant. Une partie de la société traditionnelle polonaise s'est en effet sentie larguée et la coalition au pouvoir ne l'a pas perçu. Au moment de la transition démocratique de 1989, les élites avaient imprimé une marche forcée au niveau des réformes, notamment économiques, visant à assurer le décollage du pays. Un décollage réussi au plan de la politique monétaire, de la lutte contre l'inflation et des investissements notamment. Mais un décollage qui a aussi eu pour effet de laisser sur le bord du chemin de nombreuses personnes, la répartition des richesses se caractérisant par une grande disparité. C'est notamment au sein de cette partie économiquement plus fragile de la population que se recrute l'électorat du PIS. Un électorat profondément traditionaliste, patriote et catholique. Quant à la jeunesse, étudiants et jeunes travailleurs se sont détournés du parti PO, inquiets pour leur avenir et sensibilisés au fait que de nombreux jeunes polonais s'expatrient dans les pays de l'UE, notamment en Angleterre, pour trouver du travail vu qu'ils n'en trouvent pas chez eux. Contre toute attente, les jeunes électrices et électeurs ont donné massivement leurs suffrages à un candidat sorti de nulle part, M. Pawel Kukis, rockeur, contestataire et provocateur, une sorte de Beppe Grillo polonais, qui leur a promis du changement et une revanche « sur le parti des élites et de l'argent » grâce à un programme politique tenant en

une phrase : « *changer la constitution pour redonner la parole au peuple.* »

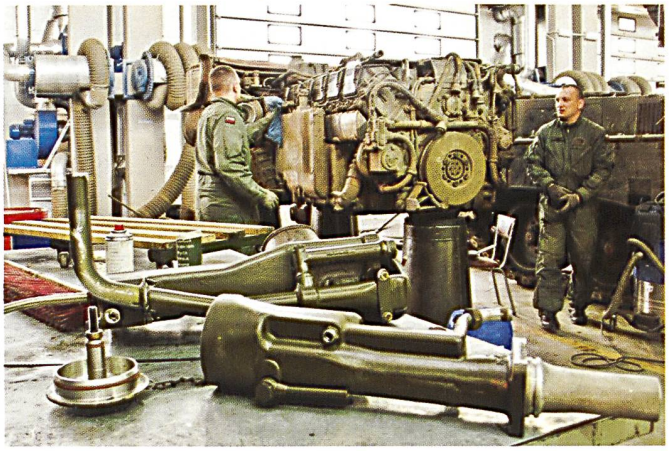
Ayant habilement conçu un programme politique basé notamment sur la taxation des banques étrangères, la priorité aux entreprises nationales, promettant aux Polonais l'abaissement de l'âge de la retraite et l'octroi d'un montant pour les familles de 500 zlotys mensuels par enfant dès le deuxième enfant le PIS remporta les élections parlementaires d'octobre 2015.[1] Ce fut un coup de tonnerre dans le ciel polonais car pour la première fois depuis 1989, un parti obtenait la majorité absolue au parlement, ayant ainsi les coudées franches pour gouverner le pays à sa guise.

Un humoriste polonais a pu dire récemment qu'après six mois de « règne » du nouveau gouvernement, c'est bien la première fois dans la Pologne moderne qu'un parti politique tient ses promesses électorales en faisant ce qu'il avait promis de faire. Effectivement, dès les premiers jours de la nouvelle législature, les Polonais médusés pour certains, réjouis pour les autres, ont vu se succéder au pas de charge l'entrée en vigueur de diverses mesures annoncées au cours de la campagne électorale : valse des présidents de chaînes publiques et de journalistes licenciés ou démis de leur fonction, mutations importantes avec le remplacement de plusieurs hauts cadres de l'armée, des services spéciaux, de la police et d'institutions étatiques ou paraétatiques, sans parler de la reprise en mains visible du domaine de la culture ayant conduit au licenciement d'une journaliste en direct à la TV par le nouveau ministre de la culture. S'agissant du travail parlementaire, un rythme soutenu pour ne pas dire « d'enfer » a été imposé aux députés devant traiter

Depuis son adhésion à l'OTAN, la Pologne a été très pro-américaine, notamment en matière de politique économique et étrangère. Depuis quelques années cependant, les tensions entre Varsovie et Washington sont visibles sur plusieurs dossiers.
Ci-dessous : Un bataillon de chars *Léopard* 2A4 aligné dans le terrain.

1 Le salaire mensuel moyen polonais est d'environ 4'000.- zlotys, soit CHF 1'025.-

La Pologne a reçu un grand nombre de chars *Léopard* 2A4 d'occasion de la Bundeswehr, au moment de son entrée dans l'Union européenne. Ces engins sont toujours utilisés pour l'entrainement des équipages.



des projets de loi déposés sans répit pour infléchir la politique de l'Etat. On a aussi assisté à l'annonce par le Président de la République du lancement d'un nouveau concept d'enseignement de l'Histoire ayant pour objectif la mise en valeur des pages importantes de l'histoire polonaise avec son corollaire au niveau de la politique de promotion du cinéma par le ministère de la culture, dont l'action vise désormais à promouvoir la création d'oeuvres mettant en valeur les destins des grandes figures de l'histoire nationale.

Depuis le changement de gouvernement, la tragédie de Smolensk occupe à nouveau le devant de la scène, des familles de victimes ayant déposé récemment une plainte contre les diplomates et fonctionnaires aux affaires à l'époque, en charge de la préparation et de la logistique du vol présidentiel. Plusieurs anciens haut responsables de la chancellerie du Premier Ministre Donald Tusk sont dans le collimateur de la justice, dont son chef de chancellerie d'alors, qui vient d'être rappelé de son poste d'Ambassadeur de Pologne en Espagne.

S'inspirant du modèle hongrois de Victor Orban, la nouvelle politique extérieure polonaise se caractérise par la réaffirmation du fait que la Pologne est un Etat souverain qui n'a d'ordres à recevoir de personne. Cette posture se caractérise aussi par un euroscepticisme croissant s'exprimant même de façon symbolique. D'un jour à l'autre et à plusieurs reprises, on a vu des membres du nouveau gouvernement s'exprimer lors de conférences de presse avec, en arrière-plan, uniquement la présence du drapeau polonais, le drapeau européen ayant disparu. On assiste aussi au niveau de la rhétorique, au retour des vieux démons de la politique polonaise. Il y a quelques semaines, peu après la visite aux Etats-Unis du Président de la République de Pologne à Washington où il devait participer à la Conférence sur la sécurité nucléaire, conférence qui s'est terminée sans que le Président de la République soit reçu par le Président Obama hormis à l'occasion du repas officiel, l'ambassadeur de la Pologne aux Etats-Unis, M. Ryszard Schnepf a été rappelé à Varsovie après une courte mais violente campagne de presse orchestrée par les médias d´extrême-droite en raison de ses origines juives.

En matière de politique étrangère toujours, face à la Russie, le raidissement polonais s'explique en partie en raison de la crise ukrainienne depuis l'invasion de la Crimée par les petits hommes verts. Le fait que la Russie ait récemment déployé des missiles supplémentaires pointés sur la Pologne depuis la région de Kaliningrad n'est pas étranger à cette attitude perçue comme inamicale pour ne pas dire belliqueuse. Face à l'Allemagne, qui reste néanmoins un partenaire économique très important au yeux du gouvernement polonais, la rhétorique se crispe fortement depuis quelques mois. Elle trouve notamment sa source dans l'actuelle politique de l'UE – et plus particulièrement de la Chancelière allemande – face aux migrants. Le 10 avril, plus de mille manifestants issus de l'extrême droite catholique polonaise ont défilé dans les rues de Varsovie en scandant des slogans tels que *« Des bombes à Paris, des bombes à Bruxelles, ils ont*

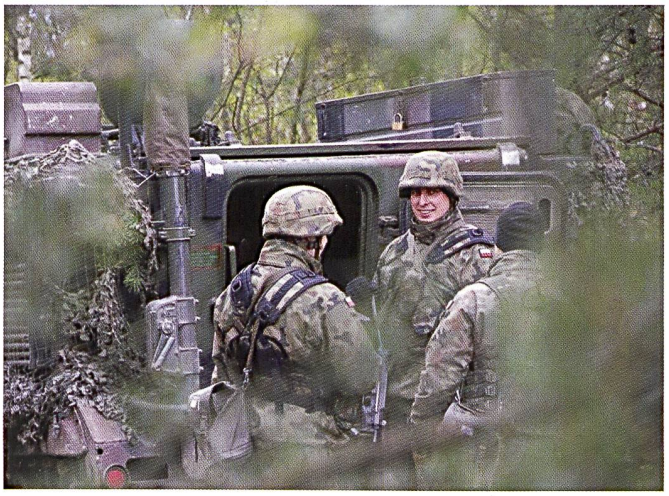
Allah, ils n´ont pas voulu la croix» - une telle posture vient conforter la position très ferme adoptée par un gouvernement qui aime à rappeler que la Pologne n'est pas égoïste face au problème des migrants, soulignant au passage « que la Pologne a déjà donné » en rapatriant et accueillant des réfugiés de Tchétchénie et du Donbass. Dans la presse proche du pouvoir, on a aussi pu voir surgir des UNE anti allemandes assez douteuses, dont un photomontage reproduisant une conférence à l'état-major du Führer où les têtes d'Adolf Hitler et de ses généraux penchés sur des cartes d'état-major étaient remplacées par celles de Mme Angela Merkel et des principaux dirigeants européens.

Sur le plan de la politique intérieure, on assiste au retour d'un nationalisme sourcilleux doublé d'une prise d'influence rampante de l'épiscopat polonais qui prend de plus en plus fréquemment position à propos de la politique conduite par le gouvernement. Ce fut le cas très récemment avec l'arrêt du financement du programme de fécondation *in vitro* (FIV) puis à nouveau depuis quelques semaines, avec le débat parlementaire relatif à l'interdiction complète de l'avortement .

Nonobstant les protestations de l'opposition et de nombreuses associations féminines, le gouvernement semble déterminé à faire voler en éclats le compromis entre l'Eglise et l'Etat voté en 1993 sur ce sujet délicat. C'est aussi dans ce contexte électrique issu de la victoire électorale des conservateurs qu'a éclaté la crise toujours ouverte à ce jour, relative au Tribunal Constitutionnel polonais. Cette affaire, juridiquement complexe pour le citoyen lambda qui éclata en raison de problèmes d'interprétation liés à la procédure de nomination des membres du Tribunal, a été perçue par une partie de la population et par l'opposition parlementaire comme une tentative du nouveau gouvernement de restreindre les libertés fondamentales des citoyens. Ces tentatives suscitent depuis le mois de décembre 2015 des réactions nombreuses au sein de la société civile et de multiples manifestations sous forme de « marches » se succèdent désormais à intervalle régulier sous l'égide du Comité de défense de la démocratie (KOD). Ces marches pacifiques regroupent à chaque fois entre 15'000 et 40'000 personnes dans les grands centres urbains. Le gouvernement tente de démontrer que ces manifestations sont suscitées par les nantis, donc *l'establishment* polonais, qui n'accepte pas la victoire démocratique du PIS aux récentes élections.

Dans les médias, s'exprimant à propos des marches du KOD sur une chaîne de télévision, un député conservateur de la majorité présidentielle a même été jusqu'à dire qu'en Pologne, cohabitent deux traditions, l'une étant celle des citoyens et citoyennes qui se reconnaissant dans la nouvelle majorité cultivant les vertus de l'amour de la patrie et la fierté nationale, et l'autre, représentée par une deuxième catégorie de personnes, qui défilent sous la bannière du KOD, représentatifs d'une autre tradition, *« celle de l'UB et du SB des gens « instrumentalisés par la main de Moscou. »*

L'ancien matériel du Pacte de Varsovie côtoie celui de l'OTAN : La Pologne continue d'utiliser de nombreux systèmes de la période soviétique – à l'instar du T72 modernisé (*Twardy*), du MT-LB, du BRDM ou du BWP (version construite en Pologne du BMP-1). Mais l'armée polonaise a également récupéré de nombreux M113 de la Bundeswehr.



UB et SB font référence au passé communiste de la Pologne, où le SB, le service de sécurité appelé jusqu'en 1954 UB, était le service de renseignement de la police secrète du régime. En d'autres termes, la dialectique utilisée par ce député dans ce cas précis a pour but de faire accroire que les gens qui défilent sous la bannière du KOD sont tout simplement les « nantis » qui ont pu arriver là où ils sont parce qu'ils se sont compromis avec le régime juste avant la transition démocratique de 1989. C'est dans cette ambiance qu'a aussi éclaté la polémique visant - après une première tentative avortée il y a quelques années - à démontrer sur la base de « documents originaux » trouvés par l'IPN - Institut de la mémoire nationale chargé de poursuivre les crimes contre la nation polonaise, que Lech Walesa a été par le passé un agent de la police secrète du régime communiste sous le pseudonyme de « Bolek. » Ce dernier exemple illustre la montée en puissance d'une guerre des mots typiquement polono-polonaise qui caractérise de plus en plus les débats politiques, notamment sur les chaînes de télévision publiques et privées. La crise autour du Tribunal Constitutionnel a aussi suscité des réactions d'inquiétude au plan international, notamment au niveau du Conseil européen, de la Commission européenne et du Parlement européen. Les critiques émises pour partie par des diplomates de nationalité allemande ont suscité de vives réactions de la part du nouveau gouvernement polonais, certains ministres n'hésitant pas à répondre sèchement « *que les Allemands feraient mieux de faire profil bas vu le traitement infligé à la Pologne par l'Allemagne nazie entre 1939 et 1945.* » Pour calmer le jeu, la première-ministre polonaise, Mme Beata Szydlo fit le déplacement de Strasbourg et s'exprima devant le Parlement européen. Afin de montrer la bonne volonté de son gouvernement, la Commission européenne pour la démocratie et le droit du Conseil de l'Europe dite Commission de Venise fut invitée à se rendre en Pologne où elle fut reçue avec tous les honneurs dus à son rang. On pouvait penser que la situation allait se normaliser mais il n'en fut rien car à mi-mars 2016, la version électronique du rapport de la Commission de Venise fut immédiatement publié par le grand quotidien d'opposition *Gazeta Wyborcza* ce qui suscita une réaction très ferme du gouvernement, indiquant qu'il n'allait pas tenir compte de ce brouillon, le rapport officiel ne lui ayant pas été correctement notifié. L'argumentation gouvernementale releva aussi que la Commission de Venise « n'était qu'un organe consultatif » et que la Pologne, Etat souverain, n'entendais recevoir de leçons de personne.

Le *Rosomak* est le principal véhicule de combat d'infanterie (VCI) des unités mécanisées polonaises. Il est dérivé du *SISU* finlandais sur lequel a été monté une tourelle américaine.

Fin de notre coup de projecteur sur la situation en Pologne six mois après la l'entrée en fonction du nouveau gouvernement suite à une victoire électorale qui a eu pour conséquences d'une part d'exclure la gauche du parlement, et, d'autre part, de placer les vaincus des élections – la Plateforme civique de centre-droit notamment – dans une situation d'opposition « impuissante » une situation inédite qui caractérise l'importante fracture de la société polonaise d'aujourd'hui en deux blocs antagonistes. Du jamais vu depuis le début de la transition démocratique de 1989. Les autorités politiques ont pris heureusement conscience de cette situation ainsi qu'en témoigne l'exhortation du Président de la République appelant de ses vœux les Polonais à se réconcilier et à pardonner lors de son allocution marquant le 6e anniversaire de la tragédie de Smolensk le 10 avril dernier. Pour sa part, le président du PIS, M. Jaroslaw Kasczynski a souhaité au cours de la même cérémonie que toute la lumière soit faite sur le drame au nom de la mémoire de la vérité et de la justice. Les prochains mois seront déterminants quant à savoir si ces appels seront entendus. Notons au passage que la cote de popularité du PIS dans les sondages atteint aujourd'hui 36 % alors qu'elle se situe à 18 et 10 % pour les deux principaux partis d'opposition.

Il ne nous appartient pas de porter un jugement sur l'inflexion de la politique polonaise depuis quelques mois. Cet article a exclusivement pour objectif de mieux comprendre ce qui se passe en Pologne, un pays avec lequel la Suisse entretient des relations chaleureuses qui remontent au XVIIe siècle. Avec nos amis polonais, nous savons que la liberté et la démocratie sont des valeurs essentielles auxquelles nous sommes viscéralement attachés.

En matière de défense et de coopération militaire par exemple, il est souhaitable que les contacts étroits entretenus perdurent, au profit de l'intérêt bien compris de nos deux pays. Nous en avons eu un bel exemple tout récemment, avec la venue à Thoune des équipages de la 11e division mécanisée polonaise de Lubusz qui ont suivi une formation au Centre d'instruction des troupes mécanisées dans le cadre du Partenariat pour la paix (PPP) dans le cadre de l'accord signé en 2015 entre la Suisse (DDPS) et la Pologne (Ministère de la Défense).

A+V